

PARTENARIAT

L'Arc de la liberté nippon-indien fait contrepoids à la puissance chinoise

Selon Valérie Niquet, directrice du Centre Asie de l'Ifri, les nations asiatiques s'organisent pour contrebalancer les ambitions de Pékin sur le continent.

PROPOS RECUEILLIS PAR
ALEXANDRE SONNAY
À LAUSANNE

L'image parle d'elle-même. L'Arc de la liberté, le nouveau pacte dessiné entre le Japon et l'Inde visant à rapprocher les pays partageant des valeurs démocratiques, évalue soigneusement la Chine. Ce partenariat, signé lors de la visite du président japonais Shinzo Abe en Inde la semaine dernière, vise à dynamiser les investissements japonais dans le Sous-continent. A ce titre, Tokyo va aider au financement d'un corridor industriel entre New Delhi et Mumbai évalué à 90 milliards de dollars. Pour Valérie Niquet, directrice du Centre Asie de l'Ifri l'alliance vise avant tout à créer un pôle d'équilibre face à la montée en puissance de la Chine. Entretien.

L'alliance entre le Japon et l'Inde sous le nom symbolique de l'Arc de la liberté constitue-t-elle une surprise?

Valérie Niquet: Non, elle entre totalement dans le cadre des alliances entre démocraties, une thématique que le Japon met en avant depuis les années 2000. Considéré comme un géant économique mais un nain politique, l'Archipel tente en effet depuis la fin de la Guerre froide de se placer sur le devant de la scène internationale en tant que grande puissance légitime. Enfin, le Japon doit également développer sa spécificité dans la mesure où sa constitution pacifiste lui interdit d'intervenir de manière offensive à l'extérieur de ses frontières. La thématique des valeurs démocratiques lui permet donc de revenir comme une grande puissance politique normalisée, tout en privilégiant le côté axe de la démocratie plutôt que celui de la puissance. Evidemment, l'Archipel s'oppose ainsi directement à la Chine, qui est son principal rival idéologique en Asie.

Les intérêts indiens sont-ils d'ordre purement économique?

Certes l'Inde souhaite dynamiser les investissements japonais dans la région. Mais l'alliance rejoint surtout les préoccupations de New Delhi, à savoir la crainte de l'émergence d'une puissance chinoise et regarde le Japon comme une force d'équilibre en Asie. Le Sous-continent choisit là aussi de mettre en avant sa caractéristique démocratique. Il existe donc une communauté d'intérêt et de réalité politique entre l'Inde et le Japon qui explique ce rapprochement. Ceci dit, cette alliance se réalise aussi sous le patronage des Etats-Unis. L'Archipel est en effet au cœur des équilibres de la présence américaine en Asie. Mais les relations entre les Etats-Unis et l'Inde se sont considérablement réchauffées. On remarque bien le basculement de l'Inde dans le camp nippon-américain, ce qui n'était pas le cas avant la fin de la Guerre froide, où le Sous-continent était très proche de l'URSS.

Parallèlement à ce rapprochement, le Japon et l'Inde réclament tous deux un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU...

Effectivement, mais ce débat remet en question la disposition actuelle de l'ONU. Le Japon l'Inde, mais également les grandes puissances africaines et d'Amérique Latine comme le Brésil voudraient que l'organisation internationale reflète davantage le monde d'aujourd'hui. Pour les deux pays asiatiques, un siège serait là encore le moyen de voir reconnue une légitimité non pas fondée sur la force, mais au contraire sur le respect des valeurs démocratiques. Pour le moment, les tentatives indiennes et japonaises se heurtent à la même opposition des puissances membres permanentes du Conseil qui ne souhaitent



Le premier ministre japonais, Shinzo Abe (à droite), en visite en Inde le 23 août dernier, a plaidé pour un «arc de liberté et de prospérité» en Asie-Pacifique reliant les deux régions.

pas de grand bouleversement susceptible de diminuer leur puissance relative. La Chine surtout n'aimerait pas voir émerger en Asie un concurrent politique. L'Empire du Milieu est actuellement la seule grande puissance sur le Continent grâce en partie au droit de veto, qui lui donne un poids politique dépassant certainement la réalité, et qui pénalise à l'inverse les autres grandes nations de la zone.

Le Japon va également prendre part pour la première fois à un exercice maritime avec l'Inde et les Etats-Unis. Quelle est l'importance stratégique de la marine nipponne?

La marine japonaise est extrêmement moderne et à la pointe de la technologie. Elle travaille par ailleurs en étroite coopération avec les forces américaines. D'ailleurs, certains de ses navires croisent

actuellement dans l'océan Indien, dans le cadre de manœuvres anti-terroristes à l'encontre de l'Irak et de l'Afghanistan. Toutefois, ses capacités d'action restent très limitées. Mais toutes les actions militaires des forces d'autodéfense à l'extérieur de son territoire ne peuvent être menées que dans un rôle non combattant. Elle ne peut donc pas se heurter à la marine chinoise. Ce d'autant que celle-ci reste très peu équipée pour toute opération loin de ses côtes. Certes, Pékin investit beaucoup d'argent dans le développement de ses capacités navales, mais elles demeurent néanmoins limitées. Elles disposent par exemple de peu de moyens pour la protection des voies de communications maritimes. Il n'y a pas de confrontation directe possible à l'heure actuelle. Reste que les manœuvres japonaises dans l'océan Indien aux côtés des

Indiens et des Américains représentent un signal d'avertissement pour Pékin. Une fois qu'elle en aura les moyens, la Chine ne pourra cependant pas y exercer une influence quelconque sans se heurter à une force déjà importante.

Cette nouvelle alliance signifie-t-elle une détérioration des relations sino-japonaises?

Les relations en général ne sont pas très bonnes, surtout depuis la fin de la Guerre froide. En effet, la commune inquiétude face à l'URSS, qui faisait le ciment de l'alliance sino-nipponne, a disparu. On est plutôt dans une situation de rivalité économique et idéologique, une concurrence de deux modèles. Le leadership autour de valeurs démocratiques en Asie du côté japonais, et une Chine qui aimerait voir la zone revenir à un pôle asiatique sino-centré plus traditionnel. Certes, ces échan-

gent ponctuellement. L'automne dernier, les relations au plus haut niveau entre les deux puissances ont repris avec la visite du président japonais Shinzo Abe à Pékin après une série de tensions très vives en 2005. Le Premier ministre chinois s'est rendu ensuite au Japon au printemps de cette année. Et à l'approche des Jeux olympiques, les deux nations se sont mises d'accord pour gommer leurs tensions. Mais dans le fond, la rivalité est toujours présente. Ce qui explique cet intérêt du Japon de créer des contre-alliances avec l'Inde. La même analyse s'applique à l'Inde. Il y a eu des visites régulières entre New Delhi et Pékin ces dernières années, mais rien n'est vraiment résolu. L'Empire du Milieu continue, par exemple, d'affirmer ses prétentions sur certaines parties du territoire indien.

Quelles sphères d'influence voyez-vous se dessiner en Asie?

Pour le moment, je ne crois pas que l'on puisse parler de sphères d'influence. Aussi bien du côté indien que japonais ou chinois, il y existe une intense coopération et une interdépendance économique. En même temps, naissent des zones d'inquiétude, de vigilance, par lesquelles les pays d'Asie tentent de développer des stratégies de contrôle ou de limitation pour avertir Pékin que la région ne sera un terrain de jeu uniquement chinois. La Chine essaie d'accroître son influence au travers des relations économiques et d'une diplomatie très intense au niveau régional. En face, le Japon, l'Inde, certaines puissances régionales d'Asie du Sud-est et même l'Australie, tentent au contraire de mettre en place des pôles d'équilibre pour éviter que Pékin n'atteigne ses objectifs.

[a.sonnay@agefi.com]

DÉVELOPPEMENT

Si la croissance du Céleste Empire galope, l'innovation peine à sauter les obstacles

L'«usine du monde» a du chemin à faire pour s'imposer comme un laboratoire de modernité, estime l'OCDE dans une étude qui brise bien des clichés.

JEAN-JACQUES MÉVEL
À PÉKIN

La Chine a inventé le livre imprimé, la poudre à canon, l'arbalète et la boussole, mais elle a raté le premier train de la révolution industrielle. Finalement devenue l'«usine du monde», va-t-elle s'imposer aussi rapidement comme le laboratoire de l'innovation? Brisant quelques clichés, une étude de l'OCDE – la première sur ce sujet – permet d'en douter.

En dépit d'investissements publics remarquables, «la Chine a encore un long chemin à par-

courir pour se doter d'un système d'innovation moderne et hautement performant», estiment les experts de l'organisation internationale. Sans surprise, ce rapport plus que nuancé sur un domaine que Pékin brandit comme un étendard a été occulté par la presse officielle.

Côté jardin, il y a la vertigineuse envolée des budgets chinois de recherche et développement, sur une pente de 19% l'an depuis 1995. Avec 30 milliards de dollars, la Chine se plaçait au sixième rang mondial en 2005. La percée est ponctuée par un

succès foudroyant dans l'assemblage de produits de haute technologie étrangère, la création par Microsoft d'un centre de recherche à Shanghai ou encore le lancement à Dalian d'une usine Intel de wafers (tranches de silicium).

La contrefaçon tue la recherche

Côté cour, on retrouve les dérives du capitalisme d'État et le déficit de gouvernance propre aux entreprises chinoises. Habitue à manier la litote, l'OCDE note qu'il serait «intéressant de créer une agence indépendante pour

suivre et évaluer la réussite des programmes» chinois. L'université, objet de tous les soins du régime, se retrouve la première écharpée. Elle se vante de former 600.000 ingénieurs par an (soit sept ou huit fois le contingent américain). Mais elle n'empêche pas la Chine de souffrir, selon l'OCDE, d'une pénurie chronique «de dirigeants de talent et de chercheurs hautement qualifiés». Trop portée à conquérir les marchés étrangers, la direction chinoise focalise la recherche sur les hautes technologies, aux dépens de ce qui manque cruellement dans

le pays: l'énergie, les services, la protection de l'environnement et la science fondamentale, «base de l'innovation à long terme». Le système financier, écrasé par des banques d'Etat elles-mêmes contrôlées par le parti unique, ne favorise guère l'esprit d'innovation. Les «start-up» chères à Steve Jobs, le fondateur d'Apple, restent quasi inexistantes en Chine, tout comme le capital-risque qui viendrait les financer. «Des marchés de capitaux plus ouverts et plus efficaces permettraient aux entrepreneurs davantage de ris-

que et d'investir dans des secteurs comme la biotechnologie», assure l'OCDE. Pour finir, la Chine paie un tribut de plus à sa culture du faux et de l'imitation: la contrefaçon tue la recherche et conduit les entreprises chinoises à la paresse en matière de recherche et développement. Malgré tous ses efforts, la République populaire reste derrière Hong Kong et Singapour en matière de dépôt de brevets internationaux reconnus. Pour l'OCDE, le respect des droits de propriété intellectuelle permettrait d'accélérer le mouvement. – (Le Figaro)